



# Urgence écologique, urgence sociale : faut-il choisir ?

**Lors d'une rencontre organisée à Sciences po le 31 mai 2011, Jean-Marc Borello, délégué du groupe SOS, et Jean-Marc Jancovici, expert en énergie et associé du cabinet Carbone 4, ont reconnu l'aggravation des dérèglements sociaux et environnementaux, établi leur imbrication et débattu des solutions à y apporter en évitant de les opposer.**

**Quel lien faites-vous entre urgence environnementale et urgence sociale ?**

**Jean-Marc Jancovici.** L'environnement est le substrat de toute forme d'activité. L'urgence aujourd'hui tient à la fois à une contrainte amont, l'approvisionnement en ressources, et une contrainte aval, le changement climatique. Nous sommes pris dans une tenaille énergie/climat qui menace l'espérance de vie et les conditions de vie de milliards de gens. Les printemps arabes sont en partie liés aux prix des denrées alimentaires importées, dont les prix ont doublé en un an à cause des prélèvements pour la production d'agrocultures et des sécheresses en Australie et en Russie. Ces situations favorisent les révoltes contre des régimes politiques déjà fragilisés. Par ailleurs, si le modèle social se

fissure de toutes parts, c'est parce qu'il est fait pour reposer sur une croissance de 3 à 4 % minimum. Or l'énergie disponible est insuffisante pour assurer une telle croissance.

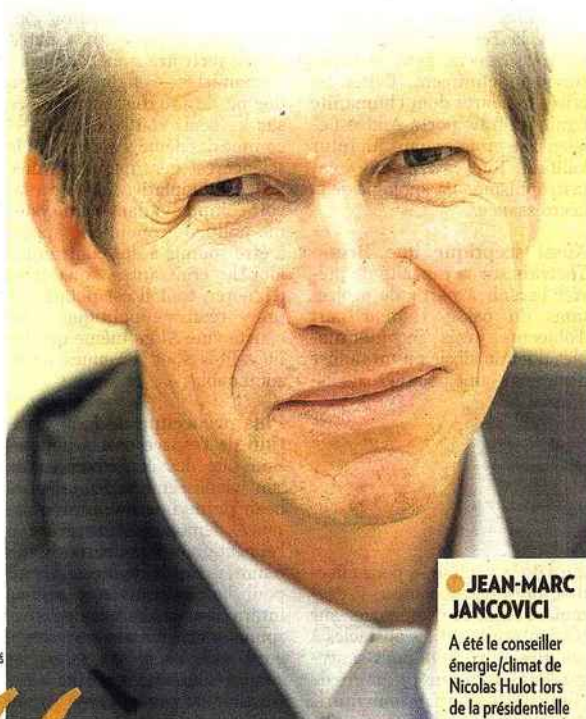
**Jean-Marc Borello.** Pendant longtemps, l'environnement était absent des préoccupations sociales. Mais aujourd'hui, on constate que les ménages qui vivent dans des logements très sociaux, avec une part restant à leur charge limitée à 50 ou 100 euros par mois, ne peuvent plus se chauffer car le coût est devenu prohibitif. Cette précarité énergétique illustre bien le lien entre crise environnementale et crise sociale. Par ailleurs, on voit déjà apparaître les premières vagues d'immigration sanitaires et écologiques, les premiers réfugiés climatiques. Cette immigration non choisie conduira à des problèmes urbains toujours plus nombreux. L'agriculture intensive et les exportations agricoles massives ont spolié les habitants des pays en développement, qui ne peuvent plus vivre ni de ce qu'ils cultivent ni de ce qu'ils vendent. Pour autant, de mon point de vue, l'urgence environnementale n'a pas priorité sur l'urgence sociale.

**Quelles pistes suggérez-vous pour résoudre cette double impasse ?**

**J.-M. J.** Je sais que je ne vais pas être populaire, mais il va être difficile de faire l'économie d'une baisse du pouvoir d'achat en Occi-

## Jean-Marc Jancovici

Associé et cofondateur du cabinet Carbone 4 et auteur de « Changer le monde », aux éditions Calmann-Lévy



### JEAN-MARC JANCOVICI

A été le conseiller énergie/climat de Nicolas Hulot lors de la présidentielle de 2007. Il est l'un des initiateurs du projet de taxe carbone. Cofondateur du cabinet Carbone 4, il vient de publier « Changer le monde », aux éditions Calmann-Lévy.

Un baril de pétrole qui passe de 50 à 150 euros en un an, ça équivaut à une taxe carbone à 200 euros la tonne de CO<sub>2</sub>, mais payée aux pays producteurs de pétrole. »

dent. Cela sera plus facile si nous regardons autre chose que le PIB. De plus, sur un plan pédagogique, il me semble très compliqué de changer complètement de direction en conservant les mêmes indicateurs. Il vaut mieux se focaliser sur le nombre d'emplois, qui peut augmenter à partir du moment où la population est employée à autre chose qu'à ce qu'elle fait aujourd'hui. Il faut prendre moins d'énergie dans l'environnement, et plus dans la force musculaire, en redonnant une place plus importante au travail manuel, qui est pour partie en dehors des villes. Je suis sûr que des tas de gens seraient heureux de sortir du triptyque bureau-méto-boulot. Et bien sûr, à prélèvement fiscal constant, il faut basculer la fiscalité du travail vers l'énergie. Le prix de l'énergie doit augmenter plus rapidement que le pouvoir d'achat. Taxer le travail ne fait qu'aggraver le chômage, tandis que détaxer les énergies fossiles accroît notre dépendance et contribue à augmenter les émissions de gaz à effet de serre.

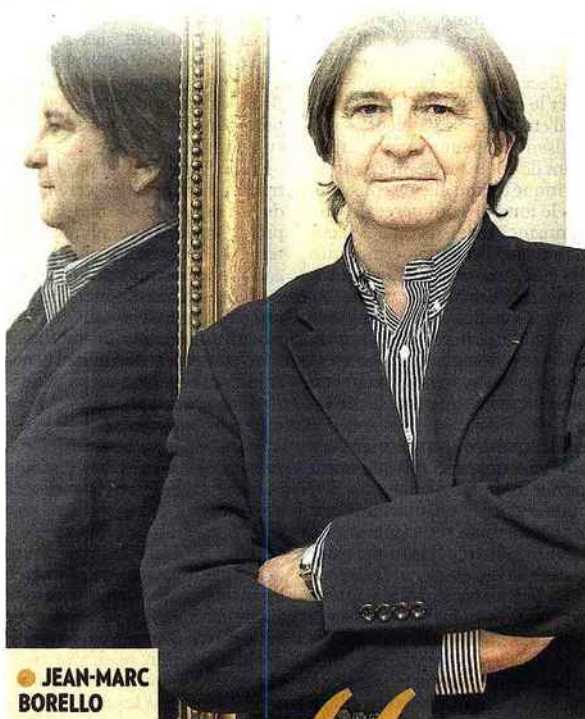
**J.-M. B.** Je suis d'accord pour que le prix de l'énergie augmente, mais ce doit être proportionnel aux revenus. Sur ce sujet, on ne peut pas traiter les bénéficiaires des minima sociaux sur le même plan que les habitants d'hôtels particuliers énergivores. Moi, je préconise surtout une hausse de l'impôt sur le revenu, qui me semble la meilleure solution pour réduire les écarts, favoriser le « vivre ensemble » et éviter les ghettos. La vraie question concernant l'impôt sur le revenu, c'est moins son montant que son assiette. Il faut mettre sur la table la taxation des revenus du capital.

**Augmenter le prix de l'énergie, ce n'est pas une solution très sociale... pas plus que la taxe carbone...**

**J.-M. J.** Vous savez qu'un baril de pétrole qui passe de 50 à 150 euros en un an, ça équivaut à une taxe carbone à 200 euros la tonne de CO<sub>2</sub> [le projet gouvernemental, rejeté en décembre 2009 par le Conseil constitutionnel, démarrait à 17 euros la tonne, Ndlr]? Aujourd'hui, on la paie déjà,

## Jean-Marc Borello

Délégué général du groupe SOS, président du Mouvement des entrepreneurs sociaux



### JEAN-MARC BORELLO

Délégué général du groupe SOS, qui regroupe l'action d'associations (SOS Drogue International, SOS Habitat et Soins ou Arcat) et d'entreprises d'insertion (le restaurant L'Usine ou les boutiques Alter Mundi). Président du Mouvement des entrepreneurs sociaux.

investissements structurants ou accorder des crédits spécifiques pour l'isolation des logements sociaux.

**J.-M. B.** Cela n'a pas de sens de faire payer plus cher l'essence à quelqu'un qui n'a d'autre choix que de prendre sa voiture pour venir de banlieue gagner un Smic à Paris. Si la taxe carbone a été rejetée, c'est parce que l'on a sous-estimé son impact économique et social. Quelles que soient les réalités environnementales, elles doivent s'ancrer sur les réalités économiques et sociales. En revanche, une augmentation de l'impôt permettrait de subventionner l'accès à l'énergie des plus pauvres. Évidemment, c'est plus compliqué, moins spectaculaire et moins vendeur que les pistes suggérées par les jusqu'au-boutistes écologistes.

**Quel rôle le marché et le secteur privé doivent-ils jouer?**

**J.-M. J.** La maximisation de la

Quelles que soient les réalités environnementales, elles doivent s'ancrer sur les réalités économiques et sociales. »

concurrence partout et tout le temps est incompatible avec la finitude des ressources. Ensuite, tout dépend du poids qu'on donne à l'avenir. Pour obtenir des taux d'actualisation bas, il faut nationaliser certains secteurs. Par ailleurs, il est plus simple pour l'État de fixer des règles du jeu permettant de maximiser l'intérêt collectif à des acteurs publics qu'à des acteurs privés. La production de l'électricité et la gestion des infrastructures sont particulièrement concernées.

**J.-M. B.** L'entrepreneuriat social a prouvé qu'il était possible de créer des modèles d'entreprises vertueuses, qui créent de la richesse et du lien social tout en protégeant l'environnement, et ne se mesurent pas seulement en évolution du résultat net. Aujourd'hui, la folie, c'est d'imaginer pouvoir gérer les crises écologique, sociale et économique sans changer de système. L'utopie a changé de camp.

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE PIALOT